

RAPPORT DE LA COMMISSION THEMATIQUE N°2 – LECTURE DES PRINCIPES

BERICHT DER THEMATISCHEN KOMMISSION Nr.2 – PRÜFUNG DER GRUNDSÄTZE

Amendement VLR Principe A.1.1 / Abänderungsantrag VLR Grundsatz A.1.1

Principe A.1.1: Amendement VLR	Grundsatz A.1.1: Abänderungsantrag VLR
<p><u>Cet amendement rend tous les principes/articles des chapitres A et B caducs.</u></p> <p>1. Droits fondamentaux</p> <p>Dignité humaine</p> <p>a. La dignité humaine est intangible. Elle sera respectée et protégée.</p> <p>Egalité</p> <p>a. Tous les êtres humains sont égaux devant la loi.</p> <p>b. Nul ne doit subir de discrimination du fait de sa naissance, de ses origines, de sa race, de son sexe, de sa langue, de ses convictions politiques ou religieuses, ou de sa condition sociale.</p> <p>c. L'homme et la femme sont égaux en droit. La loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait, en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du travail. L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.</p> <p>Interdiction de l'arbitraire et protection de la bonne foi</p> <p>Toute personne a le droit d'être traitée par les pouvoirs publics sans arbitraire et conformément aux règles de la bonne foi.</p> <p>Liberté personnelle</p> <p>La liberté de la personne humaine est garantie.</p> <p>Juge naturel</p> <p>Nul ne peut être distrait de son juge naturel.</p> <p>Valeur des droits fondamentaux</p> <p>a. Les droits fondamentaux limitent l'action des pouvoirs publics.</p> <p>b. Toute restriction d'un droit fondamental doit être sur une base légale. Leur restriction, proportionnée au but visé, doit être justifiée par un intérêt public prépondérant ou par la protection d'un droit fondamental d'autrui.</p> <p>c. Ils doivent être mis en œuvre dans l'ensemble de l'ordre juridique.</p>	<p><u>Dieser Abänderungsantrag macht alle Prinzipien/Artikel der Kapitel A und B obsolet.</u></p> <p>1. Grundrechte</p> <p>Menschenwürde</p> <p>a. Die Würde des Menschen ist unantastbar. Sie wird geachtet und geschützt.</p> <p>Rechtsgleichheit</p> <p>a. Alle Menschen sind vor dem Gesetz gleich.</p> <p>b. Niemand darf aufgrund von Geburt, Herkunft, Rasse, Geschlecht, Sprache, politischer oder religiöser Überzeugung oder sozialer Stellung diskriminiert werden.</p> <p>c. Mann und Frau sind gleichberechtigt. Das Gesetz sorgt für ihre rechtliche und tatsächliche Gleichstellung, vor allem in Familie, Ausbildung und Arbeit. Mann und Frau haben Anspruch auf gleichen Lohn für gleichwertige Arbeit.</p> <p>Willkürverbot und Wahrung von Treu und Glauben</p> <p>Jede Person hat Anspruch darauf, von den öffentlichen Behörden ohne Willkür und nach Treu und Glauben behandelt zu werden.</p> <p>Persönliche Freiheit</p> <p>Die Freiheit der menschlichen Person ist gewährleistet.</p> <p>Ordentliche Richter</p> <p>Niemand darf seinem ordentlichen Richter entzogen werden.</p> <p>Wert der Grundrechte</p> <p>a. Die Grundrechte beschränken das Handeln der Behörden.</p> <p>b. Einschränkungen von Grundrechten bedürfen einer gesetzlichen Grundlage. Einschränkungen müssen verhältnismässig sein und durch ein öffentliches Interesse oder durch den Schutz von Grundrechten Dritter gerechtfertigt sein.</p> <p>c. Sie müssen in der gesamten Rechtsordnung umgesetzt werden.</p>

1.1 Libertés individuelles

Toute personne a droit :

- à son *intégrité physique et psychique* ;
- à sa *vie privée et familiale* ;
- à *conclure librement mariage ou partenariat, et à établir des liens de famille* ;
- au *respect de son domicile* ;
- à son *libre épanouissement*;
- de *choisir sa formation, son métier ou sa profession* ;
- à la *liberté de sa langue* ;
- à son *libre établissement sur le territoire du canton* ;
- au *respect de ses relations avec l'extérieur, notamment par voie de la poste ou des télécommunications* ;
- à la *protection de son identité numérique* ;
- à *une mort digne*.

1.2 Libertés citoyennes

1.2.1 Liberté de l'art, de la science et de la culture

- a. La liberté de création et d'expression artistique est garantie.
- b. La liberté de l'enseignement et de la recherche scientifique est garantie.
- c. L'Etat favorise l'accès à la culture et à la connaissance du patrimoine.

1.2.2 Liberté des médias

- a. La liberté des médias est garantie.
- b. La censure est interdite.
- c. Le secret des sources est protégé.

1.2.3 Liberté d'opinion et d'information

- a. Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de communiquer son opinion.
- b. Toute personne a le droit de consulter les documents officiels dans la mesure où aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose.

1.2.4 Protection des « lanceurs d'alerte »

Toute personne qui, de bonne foi et pour la sauvegarde de l'intérêt général, révèle à l'organe compétent des comportements illégaux bénéficie d'une protection particulière des pouvoirs publics.

1.2.5 Liberté de réunion, d'association et de manifestation

La liberté de réunion et d'association est garantie. La loi ou un règlement communal peut soumettre à autorisation les manifestations dans l'espace public.

1.2 Personliche Freiheiten

Jede Person hat das Recht:

- auf *körperliche und geistige Unversehrtheit*;
- auf *Achtung ihres Privat- und Familienlebens*;
- *frei eine Ehe zu schliessen oder eine eingetragene Partnerschaft einzugehen und familiäre Bindungen einzugehen*;
- auf *Achtung ihrer Wohnung*;
- auf *freie Entfaltung*;
- *ihre Ausbildung und ihren Beruf frei zu wählen*;
- auf *Sprachenfreiheit*;
- auf *freie Niederlassung auf dem Kantonsgebiet*;
- auf *Achtung ihrer Beziehungen nach aussen, insbesondere mittels Post oder Telekommunikation*;
- auf *Schutz ihrer digitalen Identität*;
- auf *einen würdevollen Tod*.

1.2 Bürgerliche Freiheiten

1.2.1 Kunst-, Wissenschafts- und Kulturfreiheit

- a. Die Freiheit der Kunst und des künstlerischen Schaffens ist gewährleistet.
- b. Die Freiheit der wissenschaftlichen Lehre und Forschung ist gewährleistet.
- c. Der Staat fördert den Zugang zur Kultur und Wissen über das Kulturerbe.

1.2.2 Medienfreiheit

- a. Die Medienfreiheit ist gewährleistet.
- b. Zensur ist verboten.
- c. Der Quellenschutz ist gewährleistet.

1.2.3 Meinungs- und Informationsfreiheit

- a. Jede Person hat das Recht, ihre Meinung frei zu bilden und sie ungehindert zu äussern und zu verbreiten.
- b. Jede Person hat das Recht, amtliche Dokumente einzusehen, sofern kein überwiegendes öffentliches oder privates Interesse entgegensteht.

1.2.4 Schutz der «Whistleblower»

Jede Person, die in gutem Glauben und zum Schutz des öffentlichen Interesses der zuständigen Stelle rechtswidriges Verhalten meldet, wird von den Behörden besonders geschützt.

1.2.5 Versammlungs-, Vereinigungs- und Demonstrationsfreiheit

Die Versammlungs- und Vereinigungsfreiheit ist gewährleistet. Demonstrationen auf öffentlichem Grund können durch Gesetz oder Gemeindereglement einer Bewilligung unterstellt werden.

1.2.6 Droit à l'identité numérique

Toute personne a le droit de contrôler son identité numérique. Elle est protégée contre l'utilisation abusive des données qui la concernent. Ce droit comprend notamment la consultation, la rectification et la destruction des données inexactes.

La protection des données est garantie par une autorité indépendante et impartiale.

1.3 Libertés économiques

1.3.1 Garantie de la propriété

- a. La propriété est garantie. La loi ne peut vider ce droit de sa substance.
- b. Une pleine indemnité est due en cas d'expropriation ou de restriction de la propriété qui équivaldrait à une expropriation.

1.3.2 Liberté de l'économie et du commerce

La liberté de l'économie et du commerce est garantie.

1.3.3 Liberté syndicale

- a. La liberté syndicale est garantie.
- b. Les conflits du travail se règlent, en principe, par la négociation entre partenaires sociaux sur la base des conventions collectives.

2. Droits sociaux

2.1 Solidarité sociale

- a. Toute personne dans le besoin a droit à une existence décente, en particulier d'obtenir de l'Etat un logement, des soins de santé, et les moyens préservant sa dignité humaine.
- b. Toute personne a le droit de participer, d'une manière active et conforme à ses facultés, à la vie de la société et à la marche de la démocratie.
- c. L'Etat accorde une protection particulière aux personnes et aux groupes de personnes les plus vulnérables.
- d. Le droit à l'inclusion et à l'intégration est garanti. Toute personne doit notamment pouvoir participer activement à la vie en société.
Les institutions sont tenues d'aménager leur organisation et leurs règles de fonctionnement afin de favoriser l'exercice du droit d'inclusion et d'intégration.

2.2 Droits de l'enfant

L'enfant possède au sein de sa famille ou de la société des droits inaliénables à sa protection, à sa croissance, à sa maturité et à son intégration. La loi veille au respect de son droit d'être entendu.

Les enfants et les jeunes ont droit à une protection particulière de leur intégrité et à l'encouragement au développement.

1.2.6 Recht auf digitale Identität

Jede Person hat das Recht, ihre digitale Identität zu kontrollieren. Sie ist gegen den Missbrauch ihrer Daten geschützt. Dieses Recht umfasst die Einsicht, die Berichtigung und die Vernichtung unrichtiger Daten.

Der Datenschutz wird von einer unabhängigen und unparteiischen Behörde gewährleistet.

1.3 Wirtschaftsfreiheiten

1.3.1 Eigentumsgarantie

- a. Das Eigentum ist gewährleistet. Das Gesetz kann dieses Recht nicht seines Inhalts berauben.
- b. Enteignungen und Eigentumsbeschränkungen, die einer Enteignung gleichkommen, werden voll entschädigt.

1.3.2 Wirtschafts- und Handelsfreiheit

Die Wirtschafts- und Handelsfreiheit ist gewährleistet.

1.3.3 Koalitionsfreiheit

- a. Die Koalitionsfreiheit ist gewährleistet.
- b. Arbeitskonflikte werden grundsätzlich durch Verhandlungen zwischen den Sozialpartnern auf der Grundlage von Gesamtarbeitsverträgen beigelegt.

2. Sozialrechte

2.1 Soziale Solidarität

- a. Jede Person die in Not gerät hat das Recht auf ein menschenwürdiges Dasein, insbesondere das Recht vom Staat eine Wohnung, Gesundheitsversorgung und die Mittel zur Wahrung seiner Menschenwürde zu erhalten.
- b. Jede Person hat das Recht, aktiv und entsprechend ihren Fähigkeiten am gesellschaftlichen Leben und am demokratischen Prozess teilzunehmen.
- c. Der Staat gewährt den verletzlichsten Personen und Personengruppen besonderen Schutz.
- d. Das Recht auf Inklusion und Integration ist garantiert. Jede Person soll insbesondere am Leben der Gesellschaft aktiv teilnehmen können.
Die Institutionen sind verpflichtet, ihre Organisation und ihre Betriebsregeln anzupassen, um die Ausübung des Rechts auf Inklusion und Integration zu fördern.

2.2 Kinderrechte

Das Kind hat innerhalb der Familie oder Gesellschaft unantastbare Rechte auf Schutz, Wachstum, Entfaltung und Integration. Das Gesetz sorgt für die Einhaltung seines Anspruchs auf rechtliches Gehör.

Kinder und Jugendliche haben Anspruch auf besonderen Schutz ihrer Integrität und Unterstützung ihrer Entwicklung.

L'intérêt supérieur de l'enfant et son droit d'être entendu sont garantis pour les décisions ou procédures le concernant, et ce dès son plus jeune âge.
Les enfants ont le droit d'être protégés contre toutes formes de violence à leur rencontre.
Les enfants en situation de handicap ont le droit de participer à l'école régulière par le biais de formes de scolarisation adéquates.

2.3 Droits des personnes en situation de handicaps

L'Etat préserve l'autonomie des personnes en situation de handicap physique, psychique et mental. Il favorise leur insertion harmonieuse dans la société.

Le droit des personnes en situation de handicap à une participation pleine et effective à la vie en société et au libre exercice de leur autonomie est garanti et s'exerce sur un pied d'égalité avec l'ensemble des personnes.

Dans leurs rapports avec les autorités, les personnes en situation de handicap ont le droit d'obtenir des informations et de communiquer sous une forme adaptée à leurs besoins et à leurs capacités.

L'accès aux bâtiments, installations et aux prestations destinées au public leur est garanti.

2.4 Droits des personnes âgées

- a. Les personnes âgées ont droit au respect de leur intégrité, de leur autonomie et de leurs libertés.
- b. L'Etat soutient l'aménagement des structures d'accueil nécessaires, et les intègre dans le réseau de santé, afin de favoriser la qualité de vie et la lutte contre la solitude et l'exclusion.
- c. Toute personne âgée a droit au respect de son autonomie et à participer pleinement à la vie en société et d'exercer ses droits politiques.

Das Wohl des Kindes und dessen Anspruch auf rechtliches Gehör sind bei Entscheidungen oder Verfahren, die es betreffen, ab dem frühestmöglichen Alter gewährleistet.

Die Kinder haben das Recht, vor jeder Form von Gewalt gegen sie geschützt zu werden. Kinder mit Behinderungen haben das Recht auf Teilnahme am regulären Schulunterricht durch geeignete Unterrichtsformen.

2.3 Rechte von Menschen mit Behinderungen

Der Staat bewahrt die Autonomie von Menschen mit körperlichen, geistigen und psychischen Behinderungen. Er fördert ihre reibungslose Integration in die Gesellschaft.

Das Recht von Menschen mit Behinderungen auf eine volle und effektive Teilhabe am Leben der Gesellschaft und auf die freie Ausübung ihrer Autonomie ist gewährleistet und wird gleichberechtigt mit allen Personen ausgeübt.

Im Umgang mit Behörden haben Menschen mit Behinderungen das Recht, in einer ihren Bedürfnissen und Fähigkeiten angepassten Form Informationen zu erhalten und zu kommunizieren.

Der Zugang zu Gebäuden, Anlagen und Einrichtungen sowie zu den öffentlichen Dienstleistungen ist ihnen gewährleistet.

2.4 Rechte älterer Menschen

- a. Ältere Menschen haben Anspruch auf Achtung ihrer Integrität, ihrer Autonomie und ihrer Freiheiten.
- b. Der Staat unterstützt die Errichtung der notwendigen Versorgungsstrukturen und integriert sie in das Gesundheitsnetz, um die Lebensqualität zu fördern und gegen Einsamkeit und Ausgrenzung anzukämpfen.
- c. Jede ältere Person hat Anspruch auf Achtung ihrer Autonomie, auf die volle Teilnahme an der Gesellschaft und auf die Ausübung ihrer politischen Rechte.